



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le

15 JAN. 2015

Unité territoriale de Loir-et-Cher

PASSENAUD RECYCLAGE

Rue de la Poterie
41170 CORMENON

Demande d'agrément
« centre VHU »

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à

**Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(DDCSPP / SPEAL)**

Copies :

- DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe:

- Projet d'arrêté préfectoral d'agrément « Centre VHU »

Par bordereau du 18 novembre 2013, le préfet de Loir-et-Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande d'agrément pour l'exploitation d'installations d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (« centre VHU ») présentée par la société PASSENAUD RECYCLAGE localisée à l'adresse Rue de la Poterie sur la commune de CORMENON (41).

1- CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Le dossier de demande d'agrément doit comporter les pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

2- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société PASSENAUD RECYCLAGE dont la siège social est situé 38 rue de BERRI à Paris (75) exploite sur le site de CORMENON une installation de stockage, tri et transit de déchets. La société PASSENAUD RECYCLAGE est autorisée par arrêté préfectoral n°2008-10-2 du 10 janvier 2008 à exploiter le site. Cette installation bénéficie par ailleurs d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2010-91-33 du 1^{er} avril 2010 modifiant les conditions de gestion des ressources en eau du site.

La société PASSENAUD qui n'est pour le moment qu'autorisée à recevoir des véhicules dépollués souhaite pouvoir réaliser la dépollution de véhicules sur son site de CORMENON. Les VHU admis sur le site proviendront de particuliers ou de réparateurs automobiles.

L'exploitant prévoit une quantité maximale annuelle de 300 VHU non dépollués admis sur le site, auxquels s'ajoutent 500 VHU dépollués provenant de centres VHU agréés.

Compte tenu des modifications de la nomenclature des installations classées intervenues par décrets du 13 avril 2010 et du 26 novembre 2012, et suite à la déclaration de demande de bénéfice d'antériorité formulée par l'exploitant par courriers en date des 29 septembre 2010 et 31 mars 2011, le préfet de Loir-et-cher a pris acte par courrier en date du 26 avril 2011 des activités classées exercées sur le site de la société PASSENAUD RECYCLAGE pour les rubriques suivantes :

Rubrique	Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Quantité autorisée
2712	1.b	E (par antériorité)	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage	Surface utilisée	≥ 100 < 30 000 m²	5000 m²

Rubrique	Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Quantité autorisée
2713	1	A (par antériorité)	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	Surface utilisée	≥ 1000 m ²	5000 m ²
2714	1	A (par antériorité)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Volume maximal susceptible d'être présent dans l'installation	≥ 1000 m ³	1000 m ³
2718	1	A (par antériorité)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1 t	12t (batteries)

* A : autorisation E : enregistrement

De plus, par courrier reçu le 18 septembre 2014, l'exploitant a sollicité la modification du classement du site pour exercer sous le régime de l'autorisation des activités de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets (rubrique 2710 – 1 – a) et de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets (rubrique 2710- 2 – a). Cette modification est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

3- INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT PRESENTÉE PAR LA SOCIÉTÉ PASSENAUD RECYCLAGE

Le dossier de demande d'agrément de la société PASSENAUD RECYCLAGE a été déposé auprès des services de la préfecture le 23 octobre 2013 et complété les 03 juin 2014, 07 octobre 2014 et 06 novembre 2014.

Le dossier contient l'ensemble des éléments requis par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, à l'exception de la justification des modalités de neutralisation des éléments pyrotechniques.

a) Éléments des articles R. 515-37 et du Code de l'environnement

Le dossier contient les informations mentionnées par l'article R.515-37 du Code de l'Environnement : nature et origine des déchets traités, quantités produites et conditions de leur élimination. Ainsi la demande comporte les informations suivantes :

Déchets	Quantités annuelles estimées	Société les prenant en charge
Batteries	4t	STCM – BAZOCHE LES GALLERANDES (45)
Huile, liquide de refroidissement, lave-glace, liquide de freins, liquide assistance de direction	Huile : 1t Liquide de refroidissement + lave-glace : 1t Liquide de freins : 0,03t	ASTRHUL (45)
Filtres à huile	0,15t	ASTRHUL (45)
Gaz de climatisation	0,007t	BIG BENNES (77)
Pots catalytiques	0,05t	RECUP44 (44)
Pneumatiques	5t	GLD environnement (56)
Pare-chocs, Réservoirs plastiques	5t	Cyclia (37)

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, par attestation datée du 17/09/2013, jointe au dossier.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté de renouvellement d'agrément joint au présent rapport, et aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

A noter que le cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 exige notamment que les batteries soient enlevées des véhicules et que les dispositifs pyrotechniques soient désactivés. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de détailler ses modalités de neutralisation des dispositifs pyrotechniques. En réponse, la société Passenaud Recyclage a indiqué les éléments suivants :

- La société estime que l'enlèvement de la batterie permettait d'éviter le déclenchement de ces dispositifs ;
- L'activité du site ne concerne pas la revente de pièces de réemploi et le site s'interdit le démontage de pièces sur le site ;
- Les véhicules réceptionnés ne sont pas récents (plus de 20 ans en moyenne), ce qui limite les tentatives de démontage de pièces de sécurité ;
- L'opérateur assurant la dépollution n'intervient pas dans l'habitacle. Après avoir enlevé en premier lieu la batterie, les opérations de dépollution s'effectuent au-dessus du moteur ou sous le châssis du véhicule lorsque celui-ci est positionné sur le support de la station de dépollution.

L'inspection des installations classées exige que la neutralisation des éléments pyrotechniques conduise à la suppression des charges explosibles contenues, ce qui n'est pas assuré dans les conditions actuelles du dossier.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ainsi il dispose des infrastructures, équipements et moyens humains suivants :

- Effectifs du site : 1 responsable de site, 1 assistante de site (réception clients et enregistrement des VHU), 1 grutier, 1 grutier affecté au tri des matières, chargement et déchargement des camions, 2 chauffeurs ;
- Parc roulant : 2 camions, 10 bennes environ, 1 chariot élévateur, 1 grue mobile ;
- Parc machines : pont bascule, balance de détail, station mobile de dépollution véhicules ;

- Site entièrement imperméabilisé, les eaux de ruissellement sont canalisées et dirigées vers 2 séparateurs à hydrocarbures entretenus périodiquement. Après passage par les séparateurs, les eaux sont rejetées dans le milieu naturel.
- Une aire de 100m² est prévue pour le stockage des véhicules en attente de dépollution. Le poste de dépollution, l'aire de stockage des fluides et la zone de stockage des éléments démontés représentent chacun 30m².
- Le site dispose d'extincteurs, d'absorbants et d'un dispositif d'obturation des réseaux en cas d'accident.
- Logiciel SIV pour la destruction administrative des véhicules auprès de la préfecture ;
- Le site est équipé d'une unité permettant de récupérer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU et dispose du personnel formé pour mener à bien ces opérations (attestation de capacité du 22/05/2014).

Les véhicules dépollués seront dirigés vers le site Passenaud de Champagné (72) pour finalisation du démontage et broyage.

S'agissant des capacités financières, les éléments transmis font apparaître, pour les années 2010 à 2013 les chiffres d'affaires suivants pour l'ensemble de la société Passenaud Recyclage :

Année	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Chiffre d'affaires(en euros)	84 342 000	90 689 000	82 648 000

Selon de dossier de demande d'agrément, la société dispose de fonds propres à hauteur de 12 millions d'euros. La cotation « Banque de France » au 20/02/2012 est de « C3+ », ce qui correspond à une société ayant un niveau d'activité compris entre 50 et 150 millions d'euros et une capacité très forte à honorer ses engagements financiers.

e) dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la justification du respect des obligations des centres VHU en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. Les pneumatiques sont systématiquement ôtés lors des opérations de dépollution.

4 – PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint attribue l'agrément au pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant, de façon complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, daté du 10 janvier 2008.

5 - CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que le dossier constitué sur la base de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 contient l'ensemble des éléments demandés, à l'exception de la description des modalités de démontage ou de neutralisation effective des éléments pyrotechniques ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de cet arrêté ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation, conformément au cahier des charges défini dans le projet d'arrêté joint, a été apportée par le pétitionnaire ;

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande d'agrément « centre VHU » présentée par la société Passenaud Recyclage située rue de la Poterie sur la commune de CORMENON, sous réserve que l'exploitant justifie des modalités de démontage ou de neutralisation des éléments pyrotechniques contenus dans les VHU, la neutralisation passant nécessairement par la suppression des charges explosibles.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges "Centre VHU" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'ingénieur de l'industrie et des mines habilité,

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur
le Préfet de Loir-et-Cher,
Pour le directeur,
Le Chef de l'unité territoriale de Loir-et-Cher